Masques : explosive enquête de Mediapart sur les mensonges et dysfonctionnements d'Etat

écrit par Christine Tasin | 3 avril 2020

.

Médiapart a publié un dossier hallucinant, n'ayons pas peur des mots.

Leurs journalistes ont enquêté pendant plusieurs semaines. L'enquête retrace les nombreux dysfonctionnements au sommet de l'État, depuis le mois de janvier jusqu'à ce jour. Un mensonge d'État qui a conduit la France à l'impensable : la pénurie de masques de protection pour ses soignants face au Covid-19 et pour sa population en général.

"Pénurie cachée, consignes sanitaires fantaisistes, propositions d'importations négligées, stocks toujours insuffisants, entreprises privilégiées : basée sur de nombreux témoignages et documents confidentiels, une enquête de Mediapart révèle la gestion chaotique au sommet de l'État, entre janvier et aujourd'hui, sur la question cruciale des masques. Et les mensonges qui l'ont

accompagnée. Les soignants, eux, sont contaminés par centaines."

Dossier réservé aux abonnés.

https://www.mediapart.fr/journal/france/020420/masques-les-preuves-d-un-mensonge-d-etat

.

Nous avons pu y jeter un oeil et faire une synthèse de ses 29 pages que vous trouverez ci-dessous. Les passages en italique sont tirés du dossier de Mediapart et ne sont que quelques exemples d'un dossier touffu fourmillant de témoignages et preuves de l'impéritie gouvernementale.

.

Quand on lit cette enquête, on a vraiment l'impression que le gouvernement de la France a fait un bond dans le passé de 60 ou 70 ans et qu'on est dirigés par une bureaucratie stalinienne empêtrés dans des plans quinquennaux et la nécessité frénétique d'avoir les multiples autorisations bureaucratiques pour que le moindre masque soit commandé.

Quand je pense que l'équipe au pouvoir est celle qui a travaillé pendant des mois (des années ?) pour réussir à faire élire Macron et qu'elle est aussi incompétente, c'est à leur taper la tête par terre, à tous.

.

Un chiffre d'abord qui dit tout des fautes, des crimes commis par les dirigeants au pouvoir :

1200 soignants des Hôpitaux de Paris ont été contaminés par le corona… 1200 en un mois et demi, dont 40% de médecins ! Parce qu'ils n'avaient -et n'ont toujours pas- de masques !

.

Basée sur de nombreux témoignages et documents confidentiels, auxquels nous avons pu avoir accès, notre enquête démontre que :

– Fin janvier et début février, le ministère de la santé,conscient de la faiblesse des stocks d'État, n'a décidé de commander qu'une très faible quantité de masques, malgré des alertes internes. Le matériel a de surcroît mis plusieurs semaines à arriver.

– Après ce premier fiasco, l'État a créé, début mars, une cellule interministérielle dédiée à l'achat de masques. Mais là encore, le bilan s'est avéré catastrophique : lors des trois premières semaines de mars, la cellule n'a pu obtenir que 40 millions de masques, soit l'équivalent d'une semaine de consommation au rythme contraint actuel. La cellule a notamment raté plusieurs possibilités de livraisons rapides.

-Le gouvernement a caché cette pénurie pendant près de deux mois et, en fonction des stocks, a adapté ses consignes sanitaires sur le port du masque. Fin février, le directeur général de la santé préconisait un masque pour toute personne en contact avec un porteur du Covid. Un mois plus tard, la porte-parole de l'exécutif déclarait que c'était inutile…

-Des entreprises dans des secteurs « non essentiels » de l'économie ont continué à consommer des masques, pour des raisons économiques. Exemple : l'avionneur Airbus, qui semble avoir bénéficié d'un traitement de faveur. Dans le même temps, des personnels soignants continuent à travailler sans ces masques protecteurs, faute de stocks suffisants.

-Le gouvernement tente désormais de renflouer les stocks, avec une stratégie à 180° : il faut préparer la sortie de confinement, « où on sait qu'il faudra massivement équiper » la population, ainsi que l'a admis la secrétaire d'État à l'économie, Agnès Pannier-Runacher, dans une réunion dont Mediapart a obtenu l'enregistrement.

.

Suivent des pages relatant des évènements et des témoignages propres à se taper la tête contre les murs… et constituant ce que Mediapart a appelé “une tragédie en 7 actes”.

.

ACTE I (fin janvier 2020). Mensonge sur une pénurie

La France n’ a aucun masque FFP2 et FFP3 en stock.

[…]

Ce choix n’est pas celui du gouvernement actuel mais de son prédécesseur. En 2013, la ministre de la santé, Marisol Touraine, avait en effet décidé de supprimer les stocks stratégiques de l’État et de transférer cette compétence aux employeurs, qu’ils soient privés ou publics, désormais chargés « de constituer des stocks de masques pour protéger [leur] personnel ».

Au lieu de jouer la transparence sur cette pénurie – qui n’est pas de son fait –, et d’expliquer que le peu de stock disponible sera réservé en priorité aux soignants, le gouvernement d’Édouard Philippe choisit de ne pas informer les Français. Et d’utiliser de faux arguments sanitaires pour masquer des stocks insuffisants.

[…]

.

ACTE II (fin janvier – début février). Une réaction lente et insuffisante

On passera sur les dénégations de Buzyn affirmant que les risques d’épidémie sont très faibles, que les masques ne servent à rien…

Quand enfin ils commencent à comprendre ce qui se passe, ils

n’ont pas l’idée de passer des commandes en nombre ! Ben oui faut faire des économies, préserver les soignants n’est pas une priorité, accueillir des migrants et notammet des mineurs isolés ça l’est.

[…]

Le 24 janvier, la Direction générale de la santé (DGS) saisit l’agence Santé publique France (SPF), sous la tutelle du ministère, pour faire un inventaire des stocks de matériel médical. Le 30 janvier, elle lui demande d’acquérir « dès que possible » 1,1 million de masques FFP2 seulement, selon un document obtenu par Mediapart.

S’agissant des masques chirurgicaux, la DGS ne préconise pas de nouvel approvisionnement autre que la commande de 80 millions de masques, déjà passée avant l’arrivée de l’épidémie etdestinée à atteindre un stock national d’environ 160 millions. Cela semble alors suffisant aux yeux des autorités sanitaires.

Le 7 février, nouvelle demande de la DGS à SPF. Il s’agit cette fois d’acquérir 28,4 millions de FFP2, à travers « une procédure accélérée d’achat », en contactant seulement les trois gros producteurs français. Du côté des masques chirurgicaux, aucune commande supplémentaire n’est passée. Pire : la DGS ordonne de sortir des stocks 810 000 chirurgicaux ayant une date de péremption courte (31 mars, 31 août 2020), à destination de la Chine…

Deux semaines après la première saisine, les résultats sont catastrophiques. Au 12 février, sur les 28,4 millions de FFP2 demandés, SPF n’en a reçu que 500 000 et en a commandé 250 000 autres, pas encore livrés. Et sur les 160 millions de chirurgicaux espérés, 30 millions manquent encore, commandés mais toujours pas livrés.

Comment expliquer ce fiasco ?

[…] le gouvernement a objectivement commis plusieurs erreurs : des commandes en très faibles volumes, trop tardives, dispersées – chaque ministère commande de son côté, pesant moins dans les négociations – et, enfin, l'usage de procédures de marchés publics inadaptées à l'urgence. Y compris au niveau européen.

Le 13 février, trois jours avant sa démission pour mener la campagne des municipales à Paris, Agnès Buzyn annonce lors d'un point presse sur le Covid-19 un grand « marché public européen » pour un approvisionnement massif de masques, plutôt que chaque pays s'équipe séparément. Un mois et demi plus tard, plus personne n'en parle.

La Commission européenne commence simplement à examiner les offres, pour une mise à disposition des équipements prévue deux semaines après la signature du contrat… « Nous faisons de notre mieux pour accélérer considérablement le processus administratif de la passation conjointe de marchés », a répondu, le 30 mars, le service de presse de la Commission, sans nous donner la moindre indication de date, volume ou répartition par pays de la commande.

[…]

Mi-janvier, « en l'état des connaissances scientifiques, et avec les contraintes budgétaires imposées,la prise de décision était compliquée », plaide-t-il, et « la personne qui aurait alors, dans l'état actuel des finances de la France, dit "on va dépenser des centaines de millions d'euros pour une crise hypothétique", on lui aurait ri au nez. Dès le départ, on savait que ce serait une gestion de crise liée à la pénurie – de masques, de tests, de respirateurs, de lits de réanimation. À partir de là, vous pouvez anticiper, faire un tas de choses bien – et on en a fait – vous avez perdu la guerre d'entrée. »

[…]

ACTE III (fin février – début mars). Les failles de la cellule commando

Mais en coulisses, le gouvernement décide de changer de braquet. Santé publique France apparaît clairement sous-dimensionnée pour piloter les commandes, collectes et distributions de masques. Une stratégie agressive est mise en place. L'exécutif crée une cellule de crise interministérielle Covid-19, la CCIL (pour « cellule de coordination interministérielle de logistique »), qui est officiellement « activée » le 4 mars. Avec, en son sein, un service dédié aux achats de masques, chargé de faire remonter les stocks par tous les moyens possibles.

[…]

Le bilan de ce commando inter-ministériel est très maigre. Entre sa création et le 21 mars, soit un peu plus de trois semaines, la cellule n'a pu obtenir que 40 millions de masques tout compris (production française, réquisitions, dons et importations), selon le ministre de la santé. Soit seulement une semaine de consommation du stock stratégique au rythme actuel.

[…]

La réquisition des stocks détenus par l'ensemble des institutions et des entreprises françaises a pour sa part connu des ratés. Le 25 mars, la fédération CGT des services publics alerte le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner : des « dizaines de milliers de masques attendent toujours que l'on vienne les chercher…

[…]

Un élément clé en particulier n'a pas été « anticipé » : le fait que la réquisition allait « assécher les circuits traditionnels d'approvisionnement pendant deux semaines, parce que les professionnels qui livraient notamment aux

établissements de santé et aux pharmacies ont arrêté, ne sachant pas ce qu'ils avaient le droit de faire ou s'ils allaient être payés ». « On s'est retrouvé en difficulté, et cela a clairement retardé l'approvisionnement en masques, raconte-t- il. Les Allemands, eux, ont par exemple interdit les exportations, au lieu de réquisitionner. »

Le 20 mars, soit trois semaines après la réquisition, le gouvernement fait volte-face et autorise de nouveau les entités publiques et privées à importer librement des masques.

Et le gouvernement de se justifier par la concurrence, la course mondiale aux masques… mais…

Des erreurs ont cependant été commises. Selon nos informations, des propositions sérieuses ont, de fait, été ignorées. Comme celle de Julien, un expert en sourcing industriel en Chine, qui a souhaité rester anonyme (voir notre « Boîte noire »). Il a vécu dix ans sur place, connu plusieurs pandémies virales, et suit la crise de près par le truchement de ses amis confinés à Wuhan.

[…]

Julien propose alors du tac au tac d'aider l'État en mobilisant son réseau en Chine. Jérôme Salomon l'aiguille vers Antoine Tesnière, le conseiller Covid du ministre de la santé. Deux jours plus tard, le 15 mars, il envoie une proposition détaillée et indique avoir trouvé des usines capables de fournir 6 à 10 millions de masques chirurgicaux par semaine dont 1 million de masques FFP2, une denrée rare. Son courriel est transmis au chef de la « cellule masques », Martial Mettendorff, et à la patronne du SGDN, Claire Landais.

Le 16 mars, Julien s'entretient au téléphone avec l'adjointe d'Antoine Tesnière. Selon lui, elle lui répond que la cellule n'a pas besoin d'aide car elle a son propre réseau

en Chine. Dans des échanges de SMS que Mediapart a pu consulter, les fournisseurs chinois de Julien écrivent qu'ils n'ont pas été contactés par l'État français.

« J'ai été choqué, car je leur ai trouvé en trois jours des usines fiables, qui avaient des capacités, des certificats et des autorisations d'exporter, mais ils s'en fichaient, indique Julien.Le 16 mars, l'un des fournisseurs que j'avais contacté m'a dit avoir livré 70 millions de masques pour le Kazakhstan, en m'envoyant une vidéo de l'opération. »

Le ministère de la santé nous a répondu que l'offre de Julien a été rejetée car elle manquait de « fiabilité ».

[…]

Il semble également y avoir eu des problèmes de communication entre les services de l'État en régions et la cellule nationale. L'histoire la plus emblématique est celle l'entreprise Prolaser, révélée par le quotidien Ouest-France. Lors de la semaine du 16 mars, cette PME, spécialiste des cartouches d'encre recyclées, identifie des fournisseurs chinois capables de livrer rapidement 500 000 masques par jour, grâce à son réseau sur place. L'entreprise s'adresse aux services locaux de l'État, sans succès. Le ministère de la Santé nous a indiqué ne pas avoir eu connaissance de cette proposition.

[…]

Le 16 mars, Henri , patron d'une société d'importation d'objets publicitaires, repère un stock chinois de 500 000 masques chirurgicaux chinois à la norme non-européenne EFB95, destinée à l'origine au marché brésilien.Il a l'idée de les importer en France pour les proposer« à prix coûtant ».« Ces masques étaient conformes et de bonne qualité. Ma réflexion était qu'il vallait mieux avoir des masques, même sans marquage CE, que pas de masque du tout », raconte- t-il.

Henri contacte les douanes pour leur demander si une importation est possible. « Il leur fallait juste l'accord des services de santé, ce qui est compréhensible. Mais malgré plusieurs relances, nous n'avons pas eu de retour de leur part. Nous avons dû libérer le stock, qui est parti dans d'autres pays. »

[…]

ACTE IV (mars). La cellule de Bercy et le scandale Airbus

[…]

Le cas le plus emblématique est celui du géant Airbus.

Alors que la crise du Covid-19 a cloué au sol 80 % de la flotte aérienne mondiale, il n'y a aucune urgence à assembler des avions. Airbus a pourtant rouvert ses usines françaises le 21 mars, au prix d'une consommation de masques très importante, selon nos informations.

[…]

Les masques FFP3, encore plus performants et chers que les FFP2, sont en effet indispensables pour protéger les ouvriers à certains postes. Mais leur utilisation en pleine crise du Covid interroge. Les masques FFP2 et 3 sont les seuls qui protègent leur porteur contre le Covid, et même les soignants en première ligne dans la lutte contre le virus ont du mal à s'en procurer.« Je suis écœuré qu'on utilise des FFP3 alors que ça ne sert à rien d'assembler des avions en ce moment, confie un salarié d'Airbus. Ces masques devraient être donnés aux hôpitaux. »

[…]

Le groupe justifie la poursuite de ses activités malgré la crise du Covid par la nécessité de « garantir la survie à long terme » de la filière aéronautique, « un secteur primordial et stratégique pour la France »

[…]

ACTE V [mars]. La pénurie actuelle de masques

C’est la catastrophe.. Gouverner c’est prévoir…

Il manque des masques partout. Même – et surtout- aux soignants.

Une infirmière volontaire à qui on avait promis l’équipement complet puisqu’elle travaillait avec des malades atteints du corona n’a eu en tout et pour tout 3 simples masques chirurgicaux (rien à voir avec les FFP2 ou FFP3) pour toute une nuit . Persuadée d’être contaminée, elle a démissionné le lendemain. Magnanime, l’hôpital lui a donné le numéro personnel d’un infectiologue…

[…]

Pour les masques chirurgicaux aussi, la distribution est désormais très contrôlée. Et pour cause, il ne restait plus que 294 000 masques en stock ce mardi 31 mars. Le ratio des entrées et sorties sur les derniers jours montre la gravité de la situation : en trois jours, l’APHP a distribué 829 750 masques… et n’en a reçu dans le même temps que 7 500.

L’urgence est telle que l’AP-HP se mobilise avec l’Université de Paris, et le géant du luxe Kering, pour fabriquer quelques centaines de masques supplémentaires par jour à l’aide de quelque 60 imprimantes 3D…

[…]

Pour libérer du matériel, le personnel soignant de l’hôpital psychiatrique – dont plusieurs patients sont atteints du Covid-19, selon une note interne – a été invité par sa direction à ne plus porter de masque du tout pour la prise en charge de ceux ne présentant pas de symptômes. « Nous sommes exposés depuis près de 15 jours », fulmine une infirmière, qui redoute que le virus prospère entre patients

et professionnels asymptomatiques.

[…]

ACTE VI (seconde quinzaine de mars). Méga- commandes et méga com'

On connaît tous les déclarations de Salomon et de Si-bête sur l'inutilité de porter des masques…

[…]

En parallèle, Olivier Véran reconnaît enfin la pénurie, le 19 mars, au Sénat, puis lors d'un discours télévisé deux jours plus tard. Il explique, avec près de deux mois de retard, que l'État n'avait que «150 millions » de masques chirurgicaux et aucun FFP2 en stock fin janvier.

[…]

Olivier Véran livre aussi un bilan très noir. Il admet que, depuis la fin février, l'État n'a réussi à se procurer que 40 millions de masques, tous circuits confondus (production française, dons, réquisitions et import). Il n'y a plus qu'un petit million de FFP2 en stock, et 80 millions de masques chirurgicaux. De quoi tenir seulement deux semaines. Alors même que tous les soignants ne peuvent être servis, la France consomme désormais 40 millions de masques par semaine

[…]

Et c'est la course aux masques, on se rafle des commandes, on paye plus cher sur le tarmac pour embarquer la commande… les pays européens -mais pas qu'eux – , les Etats européens se disputent comme des marchands de tapis pour des masques… C'est la guerre des boutons puissance 1000 mais c'est grave, cette fois.

« Je n'ai la certitude que les importations sont effectivement sur notre territoire […] qu'à la minute où

l’avion qui doit amener les masques atterrit sur le tarmac des aéroports français », a ajouté Olivier Véran le lendemain.

[…]

ACTE VII (fin mars). Changement de doctrine

Mediapart fait part de ses démarches pour voir clair, pour comprendre, pour savoir où on va… Apparemment, les consignes se suivent et ne se ressemblent pas et la plupart des Ministères refusent carrément de répondre.